

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1985/NGO/23  
26 août 1985

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et de  
la protection des minorités  
Trente-huitième session  
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,  
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION AINSI QUE  
LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET  
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN  
APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Déclaration écrite présentée par Human Rights Advocates,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif  
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après qui est distribuée  
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[19 août 1985]

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME :  
LA GUERRE ET LA MENACE DE GUERRE

La Sous-Commission note, dans la première résolution élaborée cette année à son intention et soumise par M. Sofinsky, le lien étroit existant entre a) l'activité de la Sous-Commission et b) les buts et objectifs de l'Année internationale de la paix (1986) [E/CN.4/Sub.2/1985/L.1]. Elle mentionne également l'existence de ce lien étroit dans sa résolution 1984/30, au quatrième alinéa du préambule de laquelle elle se déclare persuadée que "le maintien de la paix et de la sécurité internationales pour tous les peuples et tous les individus est indispensable au progrès économique et social et au respect intégral des droits de l'homme et vice versa".

Les séances qu'elle consacre aux violations des droits de l'homme portent cette année encore sur un fait d'un intérêt capital, à savoir que les CONFLITS ARMES ET LES MENACES DE TELS CONFLITS COMPROMETTENT INEVITABLEMENT ET MASSIVEMENT LES DROITS DE L'HOMME. Ce fait a-t-il été suffisamment souligné dans les documents et les débats préparatoires de la Sous-Commission ?

Celle-ci, dans le projet de résolution de cette année dont il est question plus haut (E/CN.4/Sub.2/1985/L.1), exprime sa gratitude au Secrétaire général pour la documentation présentée (E/CN.4/Sub.2/1985/10 et 11) conformément aux demandes qu'elle avait formulées. Cependant, se pose la question de savoir, pour quelles raisons, 14 gouvernements seulement, en deux ans, ont choisi de s'exprimer sur "les effets des violations flagrantes des droits de l'homme sur la paix et la sécurité internationales".

En outre, bien qu'il soit précisé que le guide établi par le Secrétaire général ne constitue qu'une "démarche préliminaire en vue de faire le point de l'action internationale en matière de désarmement et de droits de l'homme" (paragraphe 4 du document E/CN.4/Sub.2/1985/10) et que "le Secrétaire général sera reconnaissant à la Sous-Commission de toutes les indications qu'elle voudra bien lui fournir" n'est-il pas étonnant qu'à ce jour, rien dans les déclarations publiques ne permette de penser que ces indications seront données prochainement ?

La question critique est la suivante : QUE POURRAIT-ON FAIRE, MAINTENANT ET PENDANT L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX, POUR CONTRIBUER A PROTEGER LES VICTIMES DE VIOLATIONS FLAGRANTES DES DROITS DE L'HOMME DU FAIT DES CONFLITS ARMES ET DES MENACES DE TELS CONFLITS ?

Il faudrait commencer par reconnaître que trop souvent, trop de gouvernements causent des violations massives des droits de l'homme par le biais des conflits armés et que de trop nombreuses violations massives de ces droits sont également commises lorsque, face à la menace d'un conflit armé, les gouvernements décident d'instituer l'état d'urgence, l'état de siège ou la loi martiale.

Peut-on prendre des mesures efficaces pour aider ceux qui, du fait de la guerre et des armes de guerre, sont les témoins ou les victimes de violations flagrantes des droits de l'homme ? Un moyen pourrait peut-être consister à mettre en place un ensemble de procédures en vertu desquelles les gouvernements qui utilisent ou menacent d'utiliser des armes de guerre pourraient être appelés à rendre compte de leurs actions. Les procédures élaborées par la Sous-Commission et qui sont actuellement bien établies offrent un moyen de demander des comptes aux gouvernements qui pratiquent la torture, qui autorisent les exécutions arbitraires et les disparitions involontaires, qui causent des exodes massifs et qui se livrent à des violations flagrantes des droits de l'homme. Les membres de la Sous-Commission tout comme les délégués à la Commission des droits de l'homme n'hésitent pas à prendre des mesures en cas d'atteintes de ce type à la vie des personnes. En va-t-il autrement avec les conflits armés ? Les combattants doivent-ils être à l'abri de toute enquête lorsque, par l'usage qu'ils font des armes de guerre et de ce qui les accompagne, ils occasionnent des torts considérables ?

La réponse à ces deux questions est non ! Comme on l'a dit, il y a exactement un an, Mme Erica-Irene Daes, la question de la réponse à un conflit armé "ne relève pas exclusivement de la compétence du Conseil de sécurité ... mais aussi de celle de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission" (E/CN.4/Sub.2/1984/SR.25, p. 3). Ce point de vue a été implicitement entériné le 13 mars 1985 lorsque la Commission des droits de l'homme a confirmé, dans sa résolution 1985/38, "la responsabilité qui lui incombe ... (de) rester vigilante à l'égard (des) violations (des droits de l'homme), où qu'elles se produisent" (premier alinéa du préambule; voir également la résolution 1985/3 de la Commission en date du 26 février 1985). La Sous-Commission partage naturellement cette responsabilité.

La présente déclaration porte principalement sur les pouvoirs et les procédures plutôt que sur des situations concrètes. Les problèmes qui se posent actuellement à propos de l'Afghanistan, de l'Afrique australe, du Moyen-Orient, de la guerre entre l'Iran et l'Iraq, du Kampuchea et du Nicaragua illustrent les types de situations au sujet desquelles les organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme pourraient en effet entreprendre des actions imaginatives et hardies susceptibles d'être à la fois pertinentes et utiles pour ceux qui cherchent à remédier au plus terrible fléau qui frappe l'humanité :  
LA GUERRE ET LA MENACE DE GUERRE.